Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 31 (2004)
Heft: 3

Artikel: Éducation : les édudiants ne sont pas tranquilles
Autor: Eichenberger, Isabelle
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912199

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

tenteurs d'un titre académique, la Suisse reste bien en-deçà de la moyenne de l'OCDE, à 41%. Une fois établi que Bologne va rallonger et resserrer les cursus, la question du financement se posera avec plus d'acuité encore.

Selon Raymond Werlen, secrétaire général adjoint de la CRUS, «un fond d'impulsion de 30 millions de francs sur quatre ans a été débloqué pour la mise en place de Bologne dans l'ensemble des dix universités cantonales». Pour la suite, mystère, ou presque. «Le surcoût de fonctionnement est difficile à définir puisqu'on est au début du processus, mais on parle de 200 millions par année, pour lesquels il n'y a encore aucun financement prévu», ajoute M. Werlen. L'Université de Saint-Gall, qui a introduit le système de Bologne sans attendre les «Directives», affiche une augmentation budgétaire de 10%. D'autres parlent de 15%. Pour commencer.

De leur côté, les milieux économiques cherchent depuis longtemps à faire passer les étudiants à la caisse, estimant qu'ils ont plus de chances sur le marché de l'emploi et peuvent espérer un bon revenu. Charles Kleiber, lui, maintient que l'éducation reste un service public «mais pas nécessairement un service gratuit». Si le secrétaire d'Etat n'est pas opposé à une augmentation des taxes universitaires, notamment pour le master, il répète que ce serait «à la condition sine qua non de mettre en place au préalable un système de bourses et de prêts». Et de souhaiter que, si les universités devaient augmenter leurs taxes, qu'elles le fassent pour 2008 de manière concertée, lors de l'entrée en vigueur du nouveau système fédéral des bourses qui remplacera les systèmes cantonaux défaillants.

A la CRUS, Raymond Werlen ne cache pas son souci: «En 2010, toutes les filières seront 'Bologne compatibles', à condition que le financement suive. Si les conditions continuent de se dégrader, comme c'est le cas avec la succession de programmes d'allégements budgétaires et la situation catastrophique de certains cantons, le processus pourrait être remis en cause.» Jean-Marc Rapp abonde dans le même sens: «Il est important que le soutien ne soit pas seulement verbal mais financier et qu'on donne ses chances à la place universitaire suisse de devenir une excellente place, car il ne faut pas oublier que c'est une des seules perspectives de croissance et de prospérité pour ce pays dépourvu de matières premières.» S'il est un point sur lequel tous les acteurs sont d'accord, c'est pour une amélioration du système des bourses.

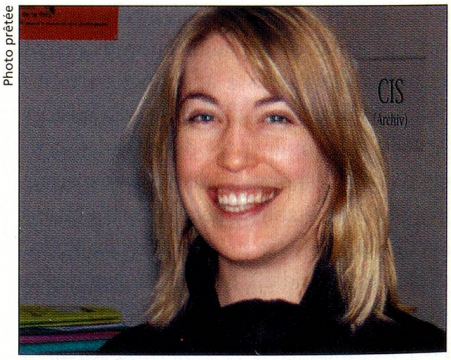
Les étudiants ne sont pas tranquilles

Le «processus de Bologne» repose sur la promesse d'améliorer la qualité des études, la mobilité des étudiants et l'égalité des chances. En attendant d'en savoir plus sur les cursus d'études, Carole Gisiger, vice-présidente de l'Union des étudiants de Suisse (UNES), ne demande qu'à être convaincue.

CAROLE GISIGER ne cache pas son agacement: «Nous avons été consultés pour l'élaboration des «Directives» mais beaucoup de nos propositions n'ont pas été prises en considération et nous nous sentons donc un peu comme des otages: on nous consulte mais on ne nous écoute pas!»

Sur le fond, c'est la possibilité laissée aux universités de poser des exigences supplémentaires au passage du bachelor à un master spécialisé qui fait souci. C'est une forme de sélection, pour la vice-présidente de l'UNES, qui ajoute: «Pour ce qui est de la qualité des études, le cadre des cursus sera plus rigide, ce qui restreindra les possibilités de combiner les branches de manière pluridisciplinaire, comme c'est le cas actuellement. Mais nous espérons surtout que les critères d'admission au master seront les plus larges possibles, pour assurer la mobilité promise et que les masters spécialisés resteront une exception et pas l'occasion d'introduire un numerus clausus et donc une formation à deux vitesses.»

Photo prêtée



Caroline Gisiger s'engage pour les droits des étudiants.

Mais le secret de la réussite de Bologne, c'est l'argent, et les étudiants de prier pour une amélioration du système des bourses. Sinon, l'égalité des chances ne peut être garantie, estime Carole Gisiger: «La réforme part du principe que les cursus seront conçus pour étudier à plein temps, alors que 75% des étudiants travaillent à côté, dont le tiers pour subvenir à leurs besoins quotidiens.» *IE*